



Projet de marché B25-09250-MG

Prestations de location et d'entretien de blouses et  
de surbottes de type salle blanche ISO-6

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par ....., agissant en qualité de .....,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

ET :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

L'entreprise ....., **société** ....., au capital social de .....€, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de .....sous le numéro \_\_\_\_ \_\_\_\_, dont le siège social est situé ....., représentée par ....., agissant en qualité de .....,

ci-après dénommée « le **TITULAIRE** »  
d'autre part.

ci-après désignés collectivement par « les Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| ARTICLE 1 - OBJET .....   | 3  |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....                           | 3  |
| ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS .....                                  | 3  |
| ARTICLE 4 - DETAIL DES PRESTATIONS.....                           | 4  |
| ARTICLE 5 - DUREE .....   | 4  |
| ARTICLE 6 - LEVEE DES OPTIONS .....                               | 4  |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION .....                          | 5  |
| ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE .....                                  | 5  |
| ARTICLE 9 - RECEPTION .....                                       | 6  |
| ARTICLE 10 - MONTANT / REMUNERATION .....                         | 7  |
| ARTICLE 11 - GESTION DES EVOLUTIONS .....                         | 7  |
| ARTICLE 12 - CONDITIONS ECONOMIQUES - REVISION DES PRIX.....      | 8  |
| ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION.....                       | 9  |
| ARTICLE 14 - AVANCE .....   | 10 |
| ARTICLE 15 - REGIME FISCAL .....                                  | 11 |
| ARTICLE 16 - PENALITES .....                                      | 11 |
| ARTICLE 17 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....                  | 11 |
| ANNEXE 1 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU CEA CENTRE DE VALDUC ..... | 13 |
| ANNEXE 2 - NUMEROS DE POSTE SAP.....                              | 15 |

**Ce projet de marché est fourni avec l'offre et doit être complété par le soumissionnaire à la page 1 et aux articles suivants :**

- « Interlocuteurs pour le Titulaire »,
- « Montant/Rémunération ».

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent projet de marché a pour objet de confier au Titulaire qui accepte, la location de blouses et de surbottes de type salle ISO-6 pour le compte du CEA, centre de Valduc.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Charges (CDC) référencé CEA/VA/DTRI/SMCI DO20 du 20/01/2026,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM complétée par l'instruction INS SS00X X BI INQ 00009768 E fixant les dispositions particulières d'intervention des entreprises extérieures sur le centre de Valduc,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA/Valduc en vigueur,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables à compter du 1er janvier 2022, disponibles dans les « documents utiles à télécharger » sur le lien suivant : <https://www.cea.fr/entreprises/pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicables à compter du 12 janvier 2021, disponible dans les « documents utiles à télécharger » sur le lien suivant : <https://www.cea.fr/entreprises/pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>,
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) référencé B25-09250-MG du 28/01/2026,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée ..... du .././..,

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents ci-dessus et les avoir acceptés dans leur intégralité. Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

### **3.1 - Pour le CEA**

Partie technique :

Florian RESSOT

Tél. : 03.80.23.78.25

Mél : [florian.ressot@cea.fr](mailto:florian.ressot@cea.fr)

Sylvain LE TACON

Tél. : 03.80.23.49.37

Mél : [sylvain.letacon@cea.fr](mailto:sylvain.letacon@cea.fr)

Partie commerciale :

Mélanie GUYOT

Tél. : 03.58.53.02.85

Mél : [melanie.guyot@cea.fr](mailto:melanie.guyot@cea.fr)

Manon FEVRE

Tél. : 03.58.53.01.59

Mél : [manon.fevre@cea.fr](mailto:manon.fevre@cea.fr)

Partie Comptabilité fournisseur : Tél. : 01.69.26.40.00

Mél : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

### **3.2 -Pour le Titulaire**

*(A compléter par le soumissionnaire)*

Partie technique :

.....

Tél. : \_\_\_\_\_.\_\_\_\_\_.\_\_\_\_.

Mél :

Partie commerciale :

.....

Tél. : \_\_\_\_\_.\_\_\_\_\_.\_\_\_\_.

Mél :

Le CEA et le Titulaire se tiennent mutuellement informés, par l'intermédiaire de leur interlocuteur accrédité, des prestations en cours et des réalisations obtenues.

Le CEA et le Titulaire peuvent changer de responsables en cours du marché notifié par simple courrier. L'interlocuteur du Titulaire est un intervenant qualifié disposant de l'autorité nécessaire à la bonne exécution des prestations et disposant des moyens en rapport avec celle-ci.

### **ARTICLE 4 - DETAIL DES PRESTATIONS**

Le périmètre technique d'intervention du Titulaire et les conditions d'exécution des prestations figurent dans le CDC cité à l'article « Documents applicables » supra.

#### **4.1 - Part ferme :**

Les prestations objets du marché comprennent :

- la fourniture de blouses pour 44 utilisateurs avec un fond de roulement de 5 blouses par utilisateur,
- la fourniture de surbottes pour 25 utilisateurs avec un fond de roulement de 3 paires de surbottes par utilisateur,
- le ramassage et la livraison hebdomadaire sur 50 semaines ouvrées,
- le blanchissage hebdomadaire.

#### **4.2 - Part optionnelle**

- option 1 : prolongation de 12 mois de la prestation ferme (Année 4),
- option 2 : prolongation de 12 mois de la prestation ferme (Année 5 ).

### **ARTICLE 5 - DUREE**

Le marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans à compter du 01/04/2026 (date prévisionnelle).

Il prend fin le 31/03/2029.

Le CEA se réserve le droit de prolonger le marché dans la limite de 2 ans supplémentaires (par tranche d'un an).

### **ARTICLE 6 - LEVEE DES OPTIONS**

Le CEA se réserve le droit, à la notification ou en cours de marché, de lever ou non une ou plusieurs options.

En cas de levée de ces options, après la signature du marché, ces dernières sont levées par lettre recommandée avec accusé de réception (ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante) adressée au Titulaire en faisant référence au présent marché, avec un préavis de 2 mois avant la mise en place de l'option.

Les options sont indépendantes les unes des autres. La notification d'une option n'emporte pas la notification des autres options.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION**

### **7.1 - Dispositions générales**

Le Titulaire reconnaît avoir une parfaite connaissance des prestations dont il a la charge.

Le Titulaire répond de la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées conformément aux dispositions prévues dans le CDC ainsi qu'aux règles de l'art.

En cas de défaillance du Titulaire, le CEA assure la continuité des prestations, objet du présent marché, par toute personne ou tous moyens appropriés, et pendant la durée nécessaire, le coût en résultant étant à la charge du Titulaire.

Les prestations comprennent la totalité des éléments nécessaires à la réalisation de la prestation visée en objet. Aucun supplément de prix n'est accordé à ce titre.

Aucun recours ne peut être accepté à ce titre.

#### **7.1.1 - Obligation générale de résultat**

Les prestations dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Ce résultat porte sur la bonne réalisation des prestations dans le respect des conditions mentionnées au CDC cité supra.

#### **7.1.2 - Obligation de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil et de mise en garde vis-à-vis du CEA. Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

## **ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE**

### **8.1 - Conditions de sous-traitance**

En référence à l'article 7 des CGA, le CEA autorise le Titulaire à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement, par le CEA.

Le défaut de déclaration de sous-traitance est sanctionné par les dispositions définies par l'article 39.2 des CGA.

Dans le cas où les prestations sont à réaliser dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB) et sont susceptibles d'avoir un impact sur la protection des intérêts (santé, sécurité et salubrité publiques et protection de la nature et de l'environnement) ou en lien avec celles-ci, elles ne peuvent être réalisées que par des sous-traitants de premier ou de deuxième rang.

## **8.2 -Demandes de sous-traitance**

Les demandes de sous-traitance sont adressées obligatoirement au Bureau des affaires commerciales :

- Soit par courrier : CEA centre de Valduc  
Secrétariat du BACO - bâtiment 102  
21120 Is-sur-Tille
- Soit par courriel : [vasg@cea.fr](mailto:vasg@cea.fr)

Le Titulaire doit présenter les demandes d'acceptation des sous-traitants potentiels dans un délai suffisant pour en permettre l'instruction avant tout commencement des travaux sous-traités. Eu égard au respect des délais contractuels, le Titulaire ne peut se prévaloir des délais d'instruction d'une demande ou du refus d'acceptation d'un sous-traitant par le CEA pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations. Toute demande incomplète est systématiquement rejetée. Après acceptation du sous-traitant et avant tout commencement des prestations du sous-traitant, une copie du contrat de sous-traitance valorisé est transmise au CEA.

Le Titulaire doit reporter dans le contrat avec son sous-traitant, l'ensemble des obligations et des spécifications du marché, relatives aux prestations sous-traitées.

Le contrat de sous-traitance ne doit pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages du marché.

Après signature du Titulaire et du sous-traitant et au plus tard 3 semaines avant le commencement des prestations sous-traitées, une copie du contrat de sous-traitance est remise au CEA.

La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj>.

## **8.3 - Acceptation de sous-traitance**

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre à la demande d'acceptation de sous-traitance les documents suivants :

- une plaquette ou une note décrivant les métiers et les activités de l'entreprise,
- les attestations de déclaration et de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales permettant de justifier la situation du sous-traitant au 31 décembre de l'année précédant la demande d'acceptation,
- une copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire,
- les attestations d'assurance civile générale et professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité,
- un extrait KBIS ou un document équivalent, datant de moins de trois mois.

## **8.4 -Sous-traitant(s) accepté(s)**

*A la notification du marché, cette clause est complétée par le CEA, selon l'offre du soumissionnaire.*

## **ARTICLE 9 - RECEPTION**

L'acceptation des prestations forfaitaires est conditionnée par l'établissement de procès-verbaux (PV) mensuels dans les conditions du CDC.

En cas de constat de non-réalisation des prestations forfaitaires planifiées, le CEA peut soit déduire le montant des prestations non effectuées, soit reporter la réception à une date ultérieure.

**ARTICLE 10 - MONTANT / REMUNERATION****10.1 - Montant plafonné**

Le montant total plafonné du marché est de : \_\_\_\_\_ euros HT  
(Indiquer le montant en lettres)

décomposé comme suit :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Pour la part ferme d'une durée de 24 mois :

- montant forfaitaire et ferme - Année 1 : \_\_\_\_\_ euros HT,
- montant forfaitaire et ferme - Année 2 : \_\_\_\_\_ euros HT,
- montant forfaitaire et ferme - Année 3 : \_\_\_\_\_ euros HT.

Pour la part optionnelle (option n°1 et n°2) :

- montant forfaitaire et optionnel - Année 4 : \_\_\_\_\_ euros HT,
- montant forfaitaire et optionnel - Année 5 : \_\_\_\_\_ euros HT.

Le montant total du marché est plafonné et ne peut en aucun cas être dépassé sans l'autorisation préalable et écrite du CEA - centre de Valduc et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires. Il n'engage pas le CEA quant au volume des prestations à exécuter et le Titulaire ne peut pas s'en prévaloir au cas où celui effectivement demandé représenterait un montant inférieur.

**10.2 -Rémunération**

Les prestations effectuées au forfait, relatives à la location et l'entretien de blouses et de surbotte de type salle blanche ISO-6, donnent lieu à une rémunération forfaitaire *mensuelle* de **xxxxxx** euros HT, décomposée comme suit :

| Désignation                                  | Montant mensuel<br>en euros HT |
|--|--------------------------------|
| Location de 44 jeux de 5 blouses             |                                |
| Location de 25 jeux de 3 paires de surbottes |                                |
| Entretien hebdomadaire                       |                                |
| Livraison hebdomadaire                       |                                |
| Rapport mensuel de suivi                     |                                |

Ces montants s'entendent toutes sujétions et tous frais inclus.

**ARTICLE 11 - GESTION DES EVOLUTIONS**

**11.1** - Seuls les deux faits suivants validés par le CEA, peuvent avoir une incidence sur le forfait :

- évolution du nombre de jeux de blouses et surbottes (adjonction et/ou suppression),
- évolution des exigences, liées aux améliorations des salles blanches, demandée par le CEA.

En tout état de cause, le CEA ne peut prendre en compte ces évolutions qu'à la condition d'avoir reçu les inventaires à jour et la proposition d'évolution (établie aux conditions économiques du mois de remise de l'offre) au plus tard 2 mois avant la date anniversaire du marché, acceptés par le CEA.

**11.2 -** Pour la proposition d'évolution, le Titulaire remet l'annexe 3 du marché complétée dans sa globalité et fait apparaître clairement les montants ayant subi une variation. Pour le calcul de l'évolution, le Titulaire se base sur les prix unitaires de l'annexe xx du marché.

## **ARTICLE 12 - CONDITIONS ECONOMIQUES - REVISION DES PRIX**

Les prix et montants des pénalités prévus au présent marché sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit MM AAAA.

Les prix ne sont pas révisés durant la première année contractuelle.

A l'issue de cette période et conformément à la réglementation en vigueur, les prix peuvent être révisés à la demande du Titulaire ou à l'initiative du CEA.

La demande de révision est adressée par le Titulaire, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché (MM/AAAA) soit avant le XXXX de chaque année.

Elle est adressée obligatoirement au Bureau des affaires commerciales :

- soit par courrier : CEA centre de Valduc  
Secrétariat du BACO - bâtiment 102  
21120 Is-sur-Tille
- soit par courriel : vasg@cea.fr

La demande de révision de prix est accompagnée du calcul, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basé sur l'application de la formule suivante :

$$P_o \times [0,15 + 0,85 \times \left( 0,60 \times \frac{ICHTrev - TS(IME)}{ICHTrev - TS(IME)_o} + 0,40 \times \frac{MIG NCAG}{MIG NCAG_o} \right)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix d'origine ou dernier révisé

ICHTrev-TS(IME)o = valeur connue et non provisoire de l'indice mensuel du coût horaire du travail tous salariés charges salariales comprises pour les Industries dans le secteur – Industrie Mécanique et Electrique, Référence INSEE = 001565183 :

- à la date de remise de l'offre
- ou appliquée lors de la dernière révision,
- ou de l'année n-1 par rapport à la date de la demande expresse du Titulaire si aucune révision n'a été demandée l'année précédente.

MIG NCAGo = valeur connue et non provisoire de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Biens intermédiaires - produits textiles, Référence INSEE = 010764346 :

- à la date de remise de l'offre
- ou appliquée lors de la dernière révision,
- ou de l'année n-1 par rapport à la date de la demande expresse du Titulaire si aucune révision n'a été demandée l'année précédente.

ICHTrev-TS(IME) et MIG NCAG = valeur de ces mêmes indices connue et non provisoire à la date de la demande expresse du Titulaire ou du CEA.

En outre, l'augmentation des prix est plafonnée à 3 % par rapport aux prix de l'année précédente.



La révision ne peut être effective qu'après l'accord écrit du CEA. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les prix ainsi révisés s'appliquent à chaque facturation du Titulaire jusqu'à l'application d'une prochaine demande de révision émanant de l'une ou l'autre Partie.

Dans le cas où le jeu de cette formule conduit à une augmentation supérieure (ou inférieure) à 3 % l'an par rapport au prix établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (ou au dernier prix révisé ou valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée), les Parties peuvent éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

Il est convenu que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des taux variables et indices prévus dans le présent marché, les taux et indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliquent de plein droit. Cette modification est actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

### **ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION**

**13.1** - Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures sont adressées à terme échu.

- pour les prestations forfaitaires : mensuellement et après acceptation des PV forfaitaires par le CEA,

**13.2** - Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CVA-D (Valduc),
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : 4600\_\_\_\_\_, *(ce numéro sera complété à la notification du marché au Titulaire)*,
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf.annexe 2 du présent marché) et notamment en cas de révision.

Les libellés à caractère sensible ou classifié ne doivent en aucun cas être indiqués sur les factures ; seule la référence du jalon/poste doit être mentionnée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché est renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. Le montant des factures correspond exactement au montant dudit PV.

A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Dans le cas de prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme sont réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

**13.3** - Conformément à la loi PACTE n° 2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM  
DCG/SCD/Bureau Comptabilité DAM  
Bâtiment DUNE  
Bruyères-le-Châtel  
91297 ARPAJON Cedex

## **ARTICLE 14 - AVANCE**

### **14.1 - Conditions générales d'octroi des avances par le CEA**

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme et forfaitaire du marché est supérieur à 250 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC ferme et forfaitaire du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme et forfaitaire du marché est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30 % du montant TTC ferme et forfaitaire du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

### **14.2 - Avance accordée au Titulaire**

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5 % ou 30 % OU le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance OU les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

*A la notification du marché, cette clause est adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.*

### **14.3 - Modalités de paiement et de remboursement**

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 65 %.

### **14.4 - Avance accordée aux sous-traitants**

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 1 supra. Le remboursement de l'avance débute trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement est effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

## **ARTICLE 15 - REGIME FISCAL**

Le montant du présent marché est soumis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 16 - PENALITES**

Conformément aux dispositions des CGA et en cas de manquements du Titulaire dans ses obligations contractuelles, des pénalités sont appliquées.

### **16.1 -Non-respect des délais de réalisation de prestations**

En cas de non-respect des délais prévus au présent marché et au CDC, il est fait application de pénalités de 500 euros HT par jour de retard.

### **16.2 -Non-respect des règles, règlements et procédures**

En cas de non-respect des règles, règlements et procédures, il est fait application de pénalités égales à 500 euros HT par occurrence constatée.

### **16.3 - Non-respect des règles de sûreté et sécurité**

En cas de non-respect des règles de sûreté et sécurité, il est fait application de pénalités égales à 500 euros HT par occurrence constatée.

### **16.4 - Caractère des pénalités**

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 10 % du montant total HT du marché.

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont à considérer indépendamment les unes des autres et sont, de ce fait, cumulables.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire. Le CEA a donc la possibilité de prétendre à la réparation de tout préjudice qu'il causerait au CEA.

## **ARTICLE 17 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **17.1 - Dispositions générales**

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le Titulaire prend toutes les dispositions pour :

- limiter les déchets (emballages),
- effectuer un tri à la source des déchets (assurer leur traçabilité et les évacuer vers les filières agréées en privilégiant le recyclage ou la valorisation),
- limiter l'impact sur les ressources (en préservant la qualité et la quantité de l'eau),
- limiter les consommations électriques et autres fluides et énergies,
- interdire les rejets liquides et gazeux non-autorisés par l'Installation,
- prévenir immédiatement l'Installation en cas de détection de pollution.

Le Titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires au respect de la réglementation relative à la pollution et à la protection de l'environnement.

Est notamment applicable, la procédure référencée SYM MS21X X DI PRO 00009657 E relative à la gestion des déchets conventionnels du CEA, centre de Valduc.

En cas d'incidence avérée de l'activité du Titulaire sur l'environnement, ce dernier assure la réparation du préjudice à ses frais exclusifs.

### **17.2 - Limitation des consommations**

Dans la démarche environnementale, le Titulaire contribue à la maîtrise des consommations énergétiques (eau, gaz, électricité) et à la maîtrise des rejets, la réduction et la traçabilité des déchets, le tri sélectif, en étant force de proposition dans ces domaines.

---

Fait à Valduc en double exemplaire  
Le

Pour le **TITULAIRE**

Pour le **CEA**

## **ANNEXE 1 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU CEA CENTRE DE VALDUC**

### **I - Le personnel du Titulaire**

Aucune prestation ne peut être effectuée sans que le personnel du Titulaire ait pris connaissance des instructions d'hygiène et de sécurité applicables sur CEA, centre de Valduc (évacuations, signaux, ...) et des consignes de sécurité, spécifiques à chaque installation ou local concerné.

En cas d'activités nécessitant des habilitations spécifiques, le Titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par un ou des membres du personnel d'exécution titulaires des habilitations correspondantes. Le Titulaire s'engage à fournir sur demande du CEA, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA centre de Valduc. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

Le Titulaire s'engage à :

- tenir à jour et communiquer annuellement au chargé d'opération (COP) du marché, son plan de formation pour l'année ainsi que le bilan de l'année écoulée,
- informer immédiatement le COP, en cas d'évolution des modalités éventuelles d'exécution des prestations,
- soumettre la liste du personnel à l'agrément du CEA. Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations. Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité ne puisse être engagée de ce fait. La liste nominative du personnel employé est mise à jour en permanence. Elle mentionne les modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé commence ou cesse son activité ou en cas de remplacement (congrés, maladie, etc.).

### **II - Les matériels mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire utilise des équipements et matériels en parfait état, conformes à la législation et à la réglementation en vigueur et en assure la maintenance réglementaire, tant dans le domaine de la sécurité que celui de la qualité. Les matériels répondent également aux règles de sécurité applicables sur le centre de Valduc. Le CEA peut, à tout moment, contrôler la conformité ou demander les attestations de conformité de ces matériels et les procès-verbaux d'étalonnage, le cas échéant. L'utilisation de ces matériels doit être conforme à leurs destinations, spécifications et procédures d'utilisation. Le Titulaire fournit à son personnel les moyens nécessaires correspondant à leur spécialité.

La responsabilité du CEA ne peut pas être engagée en aucune façon en cas de vol ou de détérioration.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant au CEA ou au sous-traitant du CEA qui ne sont pas normalement mis à sa disposition dans le cadre du marché et identifiés comme tels lors des plans de prévention et des Bons d'Intervention. Si éventuellement, le CEA met des matériels à disposition du personnel du Titulaire, il est de la responsabilité de ce dernier de vérifier avant leur emploi qu'ils sont en bon état, appropriés au travail à réaliser et qu'il a formé ses salariés à leur utilisation dans des conditions normales de sécurité.

Toute introduction d'équipements particuliers sur le centre de Valduc par le Titulaire, et à ses frais, ne peut se faire sans l'accord préalable et écrit du chef d'installation CEA responsable des locaux concernés (plan de prévention et du Bon d'Intervention). Ces équipements doivent être spécifiques et directement liés à l'activité concernée par le présent marché.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi ou causé à des tiers par ses équipements.

Tout matériel défectueux ou hors normes, doit être réparé, mis aux normes immédiatement avec contrôles par un organisme agréé (le cas échéant) ou mis hors service ou consigné et remplacé sans délai aux frais du Titulaire.

Les différents matériels et consommables nécessaires à l'exécution des prestations et à leur logistique sont à la charge du Titulaire.

Seule la fourniture des fluides courants (téléphone interne, eau, air comprimé, électricité...) nécessaires aux prestations réalisées sur le centre de Valduc, est assurée par le CEA.

### **III - Retrait des autorisations d'entrée ou des laissez-passer**

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour l'accès de son personnel sur le site conformément aux règles en vigueur et faire parvenir les demandes d'entrée 10 jours ouvrés avant la venue du personnel. Ces demandes, outre les références du marché, comportent les noms, prénoms, habilitations et qualifications du personnel.

Dans tous les cas où il le juge nécessaire, le CEA peut annuler les autorisations d'entrée et laissez-passer délivrés aux salariés des entreprises (cf. Art. 190 du titre III de la Convention de travail).

Lorsqu'un salarié cesse de faire partie d'une entreprise ou qu'il est affecté à un chantier extérieur au Centre, l'autorisation d'entrée ou le laissez-passer doit être remis sans délai à la Formation Locale de Sécurité sous la responsabilité de son chef d'entreprise.

Le CEA, centre de Valduc, se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses obligations prévues au marché.

### **V - Lieux et horaires d'intervention**

Le périmètre géographique des interventions est mentionné au CDC.

Les horaires de travail sont compris entre 8h15 et 16h55 les jours ouvrés du centre. Les prestations effectuées en dehors de ces horaires (en heures non-ouvrées – HNO) sont soumises à l'accord préalable du CEA suivant la procédure applicable sur le centre de Valduc (cas des astreintes, des événements exceptionnels...).

Chaque année, le CEA fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du centre (environ 15 jours en plus des jours fériés légaux).

### **IV - Véhicules**

Le Titulaire met à disposition de son personnel les véhicules nécessaires à l'exécution des prestations, les véhicules à faible émission de CO2 sont à privilégier.

Trois catégories de véhicules peuvent circuler sur le centre :

- Ceux autorisés à entrer / sortir du centre et à circuler en ZPN (\*) (accès interdit en ZPR(\*)),
- Ceux autorisés à circuler en ZPN et ZPR, mais interdits de sortir du centre (véhicules captifs),
- Ceux autorisés à entrer / sortir du centre et à circuler en ZPN et ZPR.

Toutes ces catégories sont soumises à autorisation de l'Officier de Sécurité du centre de Valduc.

(\*) ZPN : Zone Protection Normale - ZPR Zone Protection Renforcée

### **V - Livraisons et expéditions**

- Livraisons

Le CEA centre de Valduc, a mis en place une structure de rupture de charges. Tous les colis livrés depuis l'extérieur du centre doivent passer par cette plateforme. Ils sont admis à la condition que le Titulaire ait communiqué au CEA son carnet de commande permettant de vérifier que la marchandise est bien attendue. Le Titulaire est ensuite livré en zone entreprise, le jour même.

**ANNEXE 2 - NUMEROS DE POSTE SAP**

*A la notification du marché, cette annexe sera complétée par le CEA.*

| N° poste | Désignation | Montant | Date de livraison | Statut du poste |
|----------|-------------|---------|-------------------|-----------------|
|----------|-------------|---------|-------------------|-----------------|